

BAROMÈTRE
N°2
2024

I₁ **D**₃
N₂ **T**₆
U₄ **S**₅ **E**₉
R₇ **I**₈



RENAISSANCE
INDUSTRIELLE.fr

L'INDUSTRIE EN MOUVEMENT

Les 4 « super indicateurs » de l'industrie en France



9,7 %

Part de l'industrie
dans le PIB
en 2023

2022 : 9,5 %



2,84 millions

Nombre d'emplois
dans l'industrie
manufacturière
en 2023

2022 : 2,82 millions

L'ESSEN- TIEL 2023



-99,9 Mds€

Balance commerciale
sur les biens manufacturés
(en euros) en 2023

2022 : -162,2 Mds€



235 Mds€

Valeur ajoutée*
de l'industrie
manufacturière
(en euros) en 2023

2022 : 230 Mds€

SOURCES : INSEE, DOUANES

* DÉFINITIONS À RETROUVER DANS LE GLOSSAIRE P.53



L'INDUSTRIE

EN MOUVEMENT !

Face aux transformations majeures de notre société, l'industrie reste un pilier central de l'économie française et un vecteur essentiel de compétitivité et de résilience. Ce baromètre, dont voici la deuxième édition, est le fruit d'une mobilisation collective réunissant des institutions publiques, des entreprises, des experts de terrain et des acteurs de l'innovation. Il fournit des données objectives pour éclairer l'évolution, les enjeux et les réussites du secteur industriel, en France comme en Europe.

Cette publication ambitionne d'offrir année après année une vision de l'évolution de la renaissance industrielle. Cet indispensable suivi offre des clés

de compréhension de l'avenir, tant il permet de comprendre le rôle structurant de l'industrie dans notre société et ses indispensables mutations. Ces dernières représentent une véritable réinvention de l'industrie, capable de relever les enjeux de durabilité et de compétitivité.

Nous souhaitons apporter un regard renouvelé sur l'évolution de l'industrie française en la plaçant dans le contexte européen et mondial. Chaque nouvelle édition sera un jalon collectif, contribuant à positionner l'industrie au cœur des priorités stratégiques, pour une compétitivité durable, inclusive et ancrée dans les territoires.

Stanislas Bourron

Directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - ANCT

Olivier Sichel

Président Directeur général délégué de la Caisse des Dépôts et Directeur de la Banque des Territoires

Nicolas Dufourcq

Directeur général de la Banque publique d'investissement - Bpifrance

Marie-Cécile Tardieu

Directrice générale déléguée de Business France

Olivier Mousson

Président de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale - SEIN

L'industrie française en Europe et dans le monde

01

| | | | |
|--|----|---|----|
| Les chiffres clés..... | 7 | Une robotisation à encourager | 13 |
| Un bouleversement du paysage industriel | 9 | La fin de la désindustrialisation | 14 |
| D'importants déséquilibres commerciaux..... | 11 | Davantage d'ouvertures d'usines en France..... | 16 |
| Trop peu de dépenses en R&D..... | 12 | <i>Témoignage de Sylvie Guinard, présidente de Thimonnier</i> | 17 |

La renaissance industrielle française

02

| | | | |
|--|----|---|----|
| Les chiffres clés..... | 19 | L'industrie prend racine dans les territoires..... | 26 |
| Le virage de la réindustrialisation..... | 21 | Focus sur la région Bretagne | 27 |
| Les leviers de financement français et européens | 24 | <i>Témoignage de Loïc Hénaff, président du groupe Jean Hénaff</i> | 27 |
| 15 ans de politiques publiques pour la transformation de l'industrie..... | 25 | Focus sur l'industrie agroalimentaire | 29 |

Les conditions d'une industrie pérenne

03

| | | | |
|--|----|--|----|
| Les chiffres clés..... | 31 | La compétitivité de l'industrie : une priorité | 36 |
| Attirer et conserver les talents..... | 33 | Le défi du foncier | 38 |
| Formation et attractivité | 35 | Une industrie décarbonnée et efficace.... | 42 |
| <i>Témoignage Bénédicte Fauvarque-Cosson, administratrice générale de Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM).....</i> | 35 | La France comme terre d'accueil de l'industrie verte..... | 43 |

| | |
|----------------------------------|----|
| Pour que vive l'industrie !..... | 46 |
|----------------------------------|----|



INDUSTRIE,

Par
Anaïs Voy-Gillis

JOUONS COLLECTIF !

Directrice du programme Renaissance Industrielle - Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale

2023 aura été une année marquée par une poursuite de l'élan de réindustrialisation de la France, avec la création et l'extension de sites industriels, la création d'emplois sur l'ensemble du territoire et le maintien des investissements en faveur de la transformation de l'industrie.

Pour pérenniser et renforcer cette dynamique, des efforts constants sont nécessaires. Robotisation, réduction de l'empreinte environnementale, transformation numérique et innovation sont des leviers essentiels pour la compétitivité et la durabilité de notre industrie. Ils nécessitent souvent d'importants investissements pour lesquels il est nécessaire que l'écosystème public et privé réponde présent.

Assurer la montée en compétences des salariés, faciliter l'accès aux financements pour les nouvelles technologies, maintenir la dynamique d'innovation et engager une transition énergétique ambitieuse sont les défis que la France doit relever pour continuer à soutenir sa

renaissance industrielle. En mobilisant ces ressources, elle peut non seulement consolider son industrie mais aussi garantir sa résilience dans un contexte géopolitique et économique instable.

En capitalisant sur ces leviers, la France peut transformer sa réindustrialisation en une opportunité de croissance durable, d'emplois et de souveraineté économique. Cette ambition collective nécessite une mobilisation de tous les acteurs – entreprises, pouvoirs publics et citoyens – pour bâtir une industrie française moderne, compétitive et respectueuse de l'environnement, apte à relever les défis de demain.

L'édition de cette année du baromètre met en avant ces défis et enjeux dans un monde complexe. Si la renaissance industrielle souffre de quelques vents contraires, il montre également qu'il existe des éléments positifs pour assurer sa pérennité.



L'INDUSTRIE FRANÇAISE

EN EUROPE

ET DANS LE MONDE

01



LES CHIFFRES CLÉS

Part que représente la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière de la France, en 2023, dans le total de la valeur ajoutée industrielle mondiale (5,2 % pour l'Allemagne, 2,2 % pour l'Italie, 1,1 % pour l'Espagne).

1,8%

185 robots
pour **10 000**
emplois

La France dispose de 185 robots installés pour 10 000 emplois dans l'industrie manufacturière, en hausse de 5 % depuis 2019. Le niveau de robotisation de la France se situe légèrement au-dessus de la moyenne mondiale (161).

La valeur ajoutée* en volume de l'industrie manufacturière française a progressé de +16 % entre 2000 et 2023. Cette performance situe la France dans la moyenne basse des pays européens.

+ 16%

1^{ère} place
européenne

Pour la 5^{ème} année consécutive, la France a conservé la 1^{ère} place européenne pour l'accueil des investissements étrangers avec 530 implantations ou extensions d'usines annoncées en 2023

La France s'illustre par une augmentation de +8 % du nombre d'entreprises de l'industrie manufacturière de plus de 20 salariés depuis 2017. Cela représente la meilleure performance européenne.

+ 8%



L'INDUSTRIE FRANÇAISE

EN EUROPE

ET DANS LE MONDE

L'évolution de l'industrie en France ne peut être appréhendée de manière isolée. Pour en comprendre pleinement la dynamique, il est important de la replacer dans un contexte mondial et européen plus large.

Les transformations industrielles s'inscrivent dans une logique de long terme, et ne se limitent pas à de simples évolutions techniques. Elles reflètent aussi des dynamiques de fond dont les ressorts sont économiques. L'analyse des changements de l'industrie française dans une perspective comparative internationale révèle que des facteurs externes comme la mondialisation ou internes comme nos choix de politiques économiques ont eu des effets très visibles.

L'industrie européenne, à l'instar des États-Unis, a connu un déclin dans certains secteurs sous l'effet de la concurrence mondiale et de l'essor de la Chine suite à son entrée dans l'OMC. Cependant, la réponse des pays européens face à ces défis a été hétérogène. Certains ont

réussi à adapter leur modèle industriel pour maintenir une base solide, tandis que d'autres, comme la France, ont subi une désindustrialisation et une perte de compétitivité plus marquée, posant aujourd'hui la question de l'adaptation de son modèle face aux défis industriels actuels.

1 000

Mds €
de chiffre
d'affaires
(Insee)

3ÈME

exportateur
européen
(Eurostat)

8ÈME

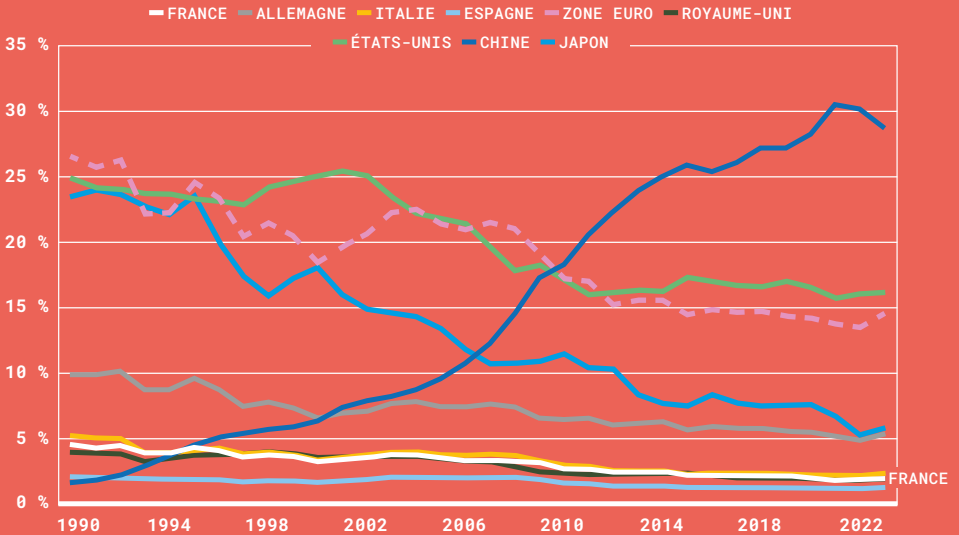
industrie
mondiale
(Banque mondiale)

275 000

entreprises
industrielles
(Insee)

UN BOULEVERSEMENT DU PAYSAGE INDUSTRIEL

La part de la France et de l'Europe dans la production manufacturière mondiale



SOURCES : BANQUE MONDIALE, CALCULS REXECODE / PÉRIMÈTRE : INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

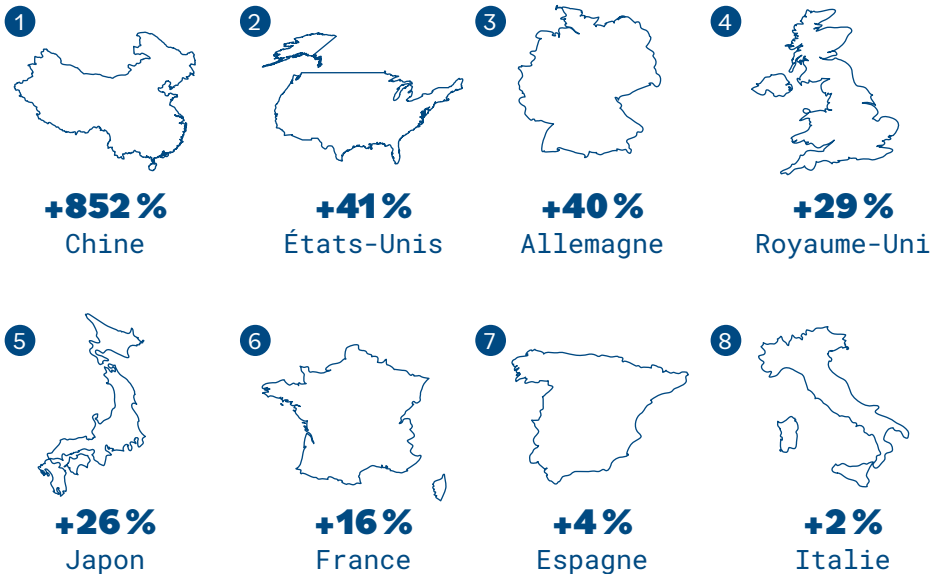
Le paysage industriel mondial a profondément évolué sur les 30 dernières années. Les pays industrialisés ont perdu du terrain au profit des pays émergents, notamment de la Chine. L'entrée de la Chine dans l'OMC a facilité son accès aux marchés internationaux et le faible niveau de ses coûts de production associé à une rapide montée

en gamme lui a permis de passer de 5 % de la production manufacturière mondiale en 2000 à 30 % actuellement. **La zone euro et les États-Unis ont connu des pertes de parts de marché d'une ampleur similaire** : la production dans les deux zones représentait 25 % chacune de la production mondiale en 1990, c'est désormais 15 %.



L'évolution de la valeur ajoutée du secteur manufacturier pour les principales zones économiques

Évolution cumulée de la valeur ajoutée manufacturière en volume entre 2000 et 2023 :



SOURCES : INSTITUTS NATIONAUX, CALCULS REXECODE

En France, la performance intrinsèque de l'industrie manufacturière, mesurée par l'évolution de la valeur ajoutée (production - consommation intermédiaire) manufacturière en volume, est plutôt dans la moyenne des autres pays en comparaison internationale.

La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière en volume a progressé de 16 % entre 2000 et 2023, ce qui est bien supérieure à la performance espagnole

(+4 %) et italienne (+2 %), mais bien inférieure à la performance japonaise (+26 %), allemande (+40 %) et américaine (+41 %).

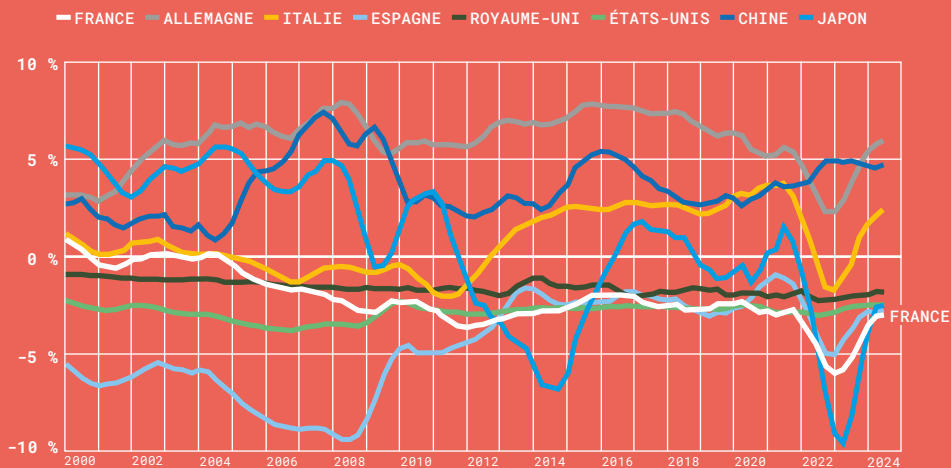
L'industrie a donc continué de se développer en France depuis le début des années 2000, mais la valeur ajoutée générée a progressé moins rapidement que dans les autres secteurs de l'économie.

D'IMPORTANTES

DÉSÉQUILIBRES

COMMERCIAUX

L'évolution de la balance commerciale, en pourcentage du PIB, pour les principales zones économiques



SOURCES : FMI , CALCULS REXECODE / PÉRIMÈTRE : INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

La baisse de la part de l'industrie dans le PIB a entraîné une dégradation de la balance commerciale en France, même si elle semble désormais se stabiliser avec un déficit de l'ordre de 3% du PIB. Il est important de rappeler qu'au début des années 2000, la France dégagait un excédent commercial.

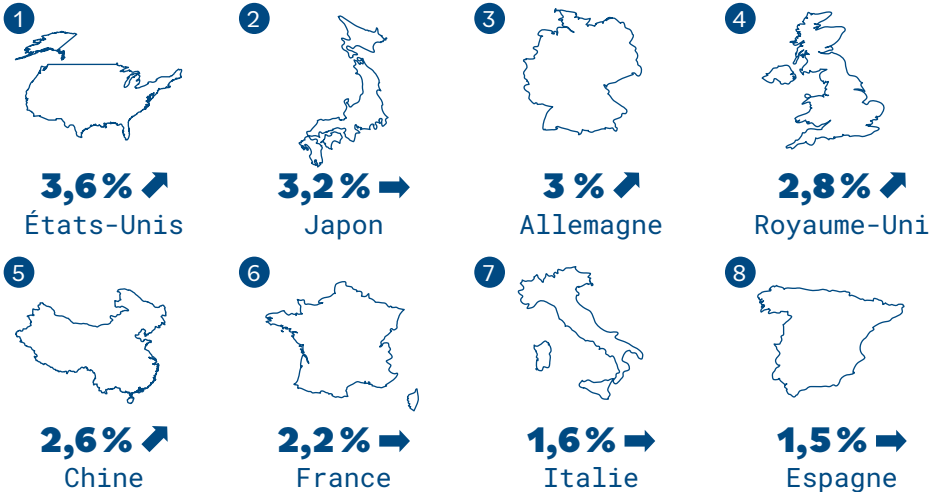
Dans le paysage mondial, le déficit commercial français actuel se situe à un niveau proche de celui observable en Espagne, au Japon et aux États-Unis. À l'inverse, d'autres pays comme l'Allemagne, l'Italie ou la Chine ont considérablement accru leur excédent commercial depuis le début des années 2000.

TROP PEU DE

DÉPENSES DE R&D

Comparaison des efforts de recherche et développement pour les principales zones économiques

Dépenses intérieures de R&D en 2023 (en % du PIB) :



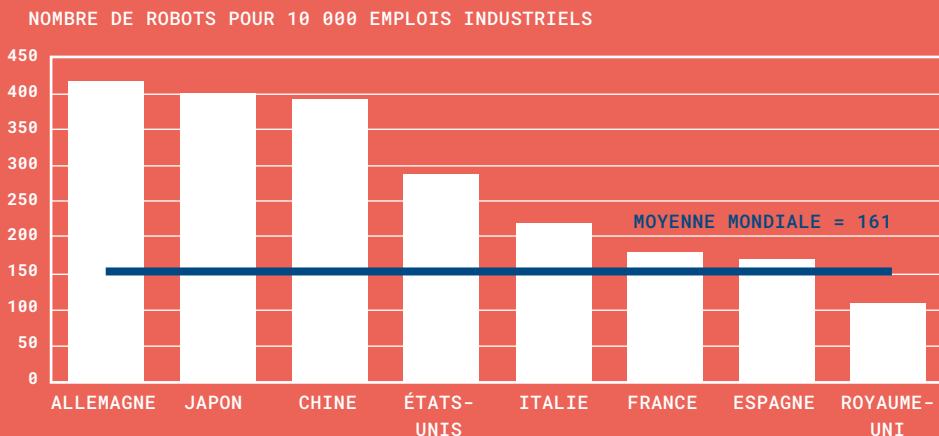
SOURCES : BANQUE MONDIALE, REXECODE

Les efforts de recherche et développement sont essentiels pour alimenter l'innovation, la montée en gamme et la compétitivité de l'industrie. **La France consacre 2,2 % de son PIB aux dépenses de R&D la situant dans la moyenne des pays avancés.** C'est nettement moins que les 3,6 % aux États-Unis et les plus de 3 % au Japon et en Allemagne, mais supérieur aux 1,6 % de

l'Italie et 1,5 % de l'Espagne. La France n'est toutefois pas sur la bonne dynamique puisqu'elle consacre toujours la même part de son PIB à la R&D depuis le début des années 2000. Les pays les plus en pointe comme les États-Unis ont accru de près d'1 point de PIB leurs dépenses de R&D sur les dix dernières années.

UNE ROBOTISATION À ENCOURAGER

Taux de robotisation de l'industrie mondiale en 2023



SOURCES : INTERNATIONAL FEDERATION OF ROBOTICS (IFR), REXECODE

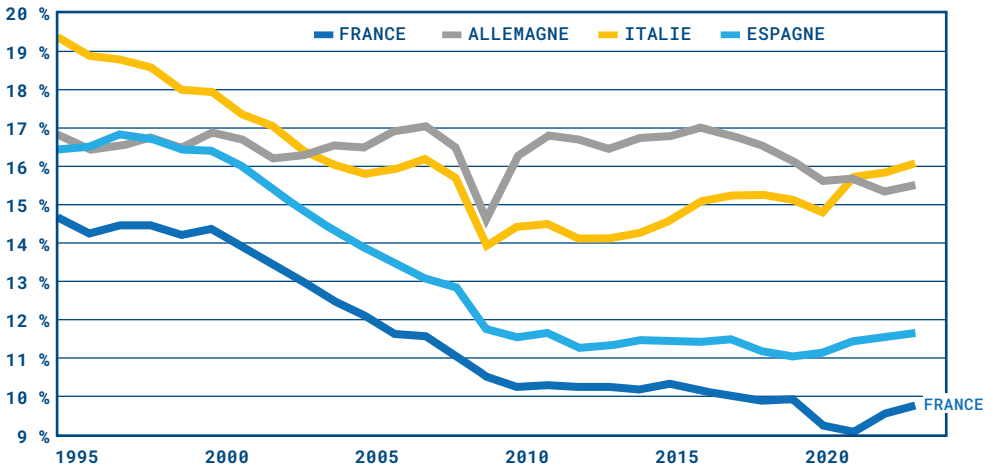
Le niveau de robotisation de l'industrie française en 2023 (185 robots pour 10 000 emplois industriels) ressort comme étant à peine supérieur à la moyenne mondiale (161). Les grandes puissances industrielles telles que la Chine, l'Allemagne, le Japon, affichent des taux de robotisation plus de 2 fois supérieurs. Les efforts de la France en termes d'installation de robots sont toujours insuffisants. Après une année 2022 record grâce à l'impact de France Relance avec 7 380 robots sup-

plémentaires (nouvelles installations + remplacement), les installations en 2023 se sont élevées à 6 400 robots, soit moins qu'en 2019 (6 700). La capacité à robotiser une industrie est centrale pour la rendre compétitive, notamment lorsque le coût de la main d'œuvre est relativement élevé par rapport à la concurrence internationale. C'est également nécessaire dans un contexte de vieillissement démographique où les pénuries de main d'œuvre sont croissantes.



LA FIN DE LA DÉSINDUSTRIALISATION

Évolution du poids de l'industrie dans le PIB pour les principaux pays de l'UE

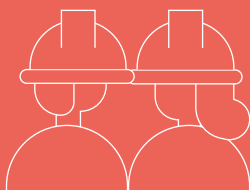


SOURCES : INSEE, DESTATIS, ISTAT, INE
(RETRAITEMENT INSEE POUR L'ANNÉE 2020 ET CALCULS REXECODE)

À périmètre comparable, la France est le pays ayant connu la plus forte baisse du poids de son industrie dans le PIB parmi les grandes nations de l'UE sur les 25 dernières années. Le poids de l'industrie dans le PIB est passé de 14,4 % en 2000 à 9,7 % en 2023. Le décrochage français s'est concentré du début des années 2000 jusqu'à la crise financière de 2008-2009. Le poids de l'industrie dans le PIB a ensuite plutôt stagné. Si

une baisse a de nouveau été observée lors de la crise Covid, la situation semble progressivement se normaliser. **Les données trimestrielles pour l'année 2024 confirment cette stabilisation autour de 9,5 %.** Si parmi les grands pays de l'UE, l'Espagne s'est également désindustrialisée, l'Italie et surtout l'Allemagne ont su maintenir une part élevée d'industrie manufacturière dans leur PIB.

L'évolution de l'emploi dans le secteur manufacturier pour les principales zones économiques



Nombre d'emplois dans l'industrie manufacturière :

| | 2000 À 2017 | 2017 À 2023 |
|---------------|--------------|-------------|
| ALLEMAGNE | -3 % | -1 % |
| ITALIE | -15 % | +3 % |
| ESPAGNE | -18 % | +7 % |
| FRANCE | -26 % | +3 % |

SOURCE : EUROSTAT

En comparaison internationale, c'est en France que l'emploi manufacturier a le plus décroché entre 2000 et 2017 : -26 % contre -18 % en Espagne et -15 % en Italie, et une quasi stabilité en Allemagne. La contrepartie de cette baisse de l'emploi a été une progression plus rapide en France de la productivité apparente du travail.

Comme pour le poids de l'industrie, les destructions d'emplois se sont concentrées sur la période 2000 - 2009. Depuis, **l'emploi industriel s'est plutôt stabilisé et a même retrouvé de l'allant depuis 2017 en progressant de 3 % en France.**

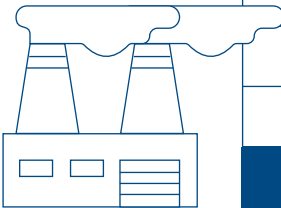
DAVANTAGE

D'OUVERTURES

D'USINES EN FRANCE

Évolution du nombre d'entreprises industrielles pour les principaux pays européens

Nombre d'entreprises de l'industrie manufacturière de plus de 20 salariés :



| | 2002 À 2017 | 2017 À 2023 |
|-----------|-------------|-------------|
| ALLEMAGNE | +2 % | -5 % |
| ITALIE | -24 % | +4 % |
| ESPAGNE | -34 % | +8 % |
| FRANCE | -49 % | +10 % |

SOURCES : EUROSTAT, REXECODE

La France est le pays où le nombre d'entreprises de l'industrie manufacturière a le plus diminué sur les deux dernières décennies. Entre 2002 et 2017, le nombre d'entreprises industrielles a été divisé par deux. Le mouvement s'est toutefois interrompu depuis le tournant de la politique de l'offre. **Entre 2017 et 2023, le nombre d'entreprises industrielles a progressé de 10 %.** En comparaison européenne, l'Espagne

affiche une situation proche de celle de la France. À l'inverse, l'Italie a su davantage préserver son tissu industriel avec une réduction plus contenue de son nombre d'entreprises industrielles.

Malgré des difficultés industrielles récentes, l'Allemagne reste une exception puisque le nombre d'entreprises industrielles sur son territoire est plus élevé en 2023 qu'au début des années 2000.



Sylvie Guinard

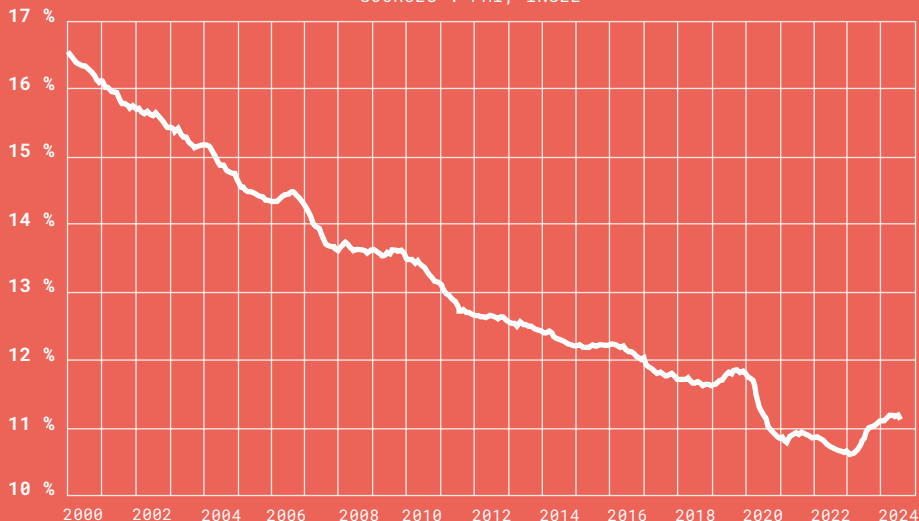
présidente de Thimonnier
(PME - Fabrication de machines
de conditionnement)

« Innovation et international sont les 2 pieds qui permettent à Thimonnier d'avancer. **80 % du chiffre d'affaires de notre entreprise de 90 collaborateurs est réalisé à l'exportation dans plus de 150 pays.**

Nos machines ne sont pas issues d'un catalogue mais des produits uniques, désignés pour un client en fonction de son environnement en son amont comme en son aval. La grande série pour nous commence à 2 produits identiques ! De ce point de vue, les atouts de Thimonnier renvoient à son histoire longue, à la stabilité de son actionnariat et de sa gouvernance. »

Poids de la France dans le total des exportations de la zone euro

SOURCES : FMI, INSEE



Dans un contexte de désindustrialisation, la France a logiquement perdu des parts de marché à l'export. Le poids des exportations françaises dans le total des exportations de la zone euro est passé de 16,5 % au début des années 2000 à moins de

11 % en 2023. Ce mouvement baissier semblait s'être arrêté avec des parts de marché à l'export stables depuis plusieurs années. **Une légère progression semble se dessiner en 2024** confirmant l'enrayement de ce mouvement baissier.



LA RENAISSANCE

INDUSTRIELLE FRANÇAISE

02



LES CHIFFRES CLÉS

Part que représente l'industrie manufacturière en pourcentage du PIB en 2023. Le poids de l'industrie est en augmentation par rapport à 2022 (9,5 %) du fait du rebond de la production manufacturière suite aux crises Covid et énergétique.

9,7%

4,18 milliards

En 2023, les levées de fonds des start-up industrielles françaises ont atteint plus de 4,18 milliards d'euros, soit une progression de 11 % par rapport à 2022.

La renaissance industrielle française se traduit par des ouvertures nettes d'usines qui se sont dénombrées à 59 en 2023, et même 189 en comptant les extensions significatives de sites existants.

59

48%

En 2023, Business France a recensé 1815 décisions d'investissement étrangers sur le territoire, dont 48 % concernent un secteur industriel. Les principaux investissements industriels sont à destination du secteur automobile, des machines et équipements et de l'agroalimentaire.

Nombre d'emplois créés dans l'industrie manufacturière depuis le début du mouvement de réindustrialisation en 2017.

+ 100 000



LA RENAISSANCE

INDUSTRIELLE

FRANÇAISE

Un mouvement de réindustrialisation de la France est en marche, avec des avancées aux échelles régionale, nationale et européenne.

Depuis 2016, le processus de désindustrialisation subi par l'économie française depuis plusieurs décennies a pris fin et un mouvement de renouveau industriel semble émerger. Ce moment charnière est concomitant au tournant de la politique de l'offre en France, avec une série de mesures favorables à l'industrie : réduction des charges patronales et des coûts salariaux dans leur ensemble, baisse des impôts de production et de l'impôt sur les sociétés.

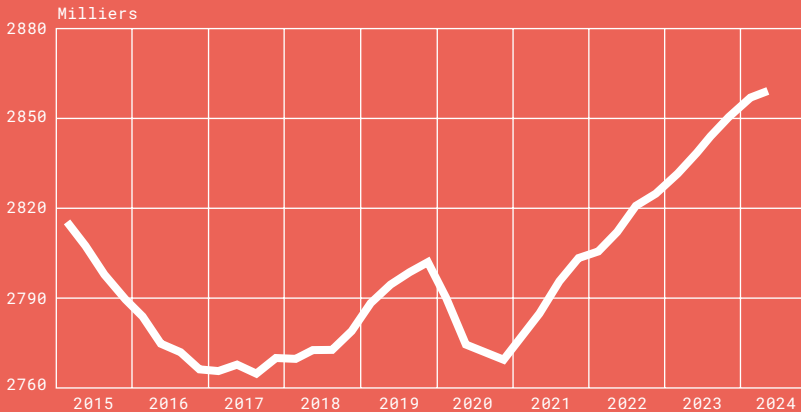
Malgré les chocs récents qui ont affecté l'industrie, en particulier la crise du Covid et le choc énergétique, des politiques publiques volontaristes (plan de relance, France 2030) ont été mises en œuvre pour préserver la dynamique de réindustrialisation. Ces mesures ont

été accompagnées par des efforts d'attractivité des territoires, et une prise de conscience croissante des enjeux stratégiques liés à la résilience économique, à la souveraineté technologique et à la transition écologique.

Ce mouvement est fragile compte tenu d'une part de la concurrence internationale exacerbée par les politiques de conquête industrielle de la Chine et des Etats-Unis et d'autre part, au niveau national, par la nécessaire consolidation budgétaire et ses répercussions sur le tissu industriel. Néanmoins, plusieurs signaux relatifs à la dynamique industrielle française sont encourageants : l'emploi industriel augmente, les investissements ont fortement progressé, et des sites de production ouvrent et se développent sur le territoire.

LE VIRAGE DE LA RÉINDUSTRIALISATION

Évolution du nombre d'emploi dans l'industrie manufacturière en France



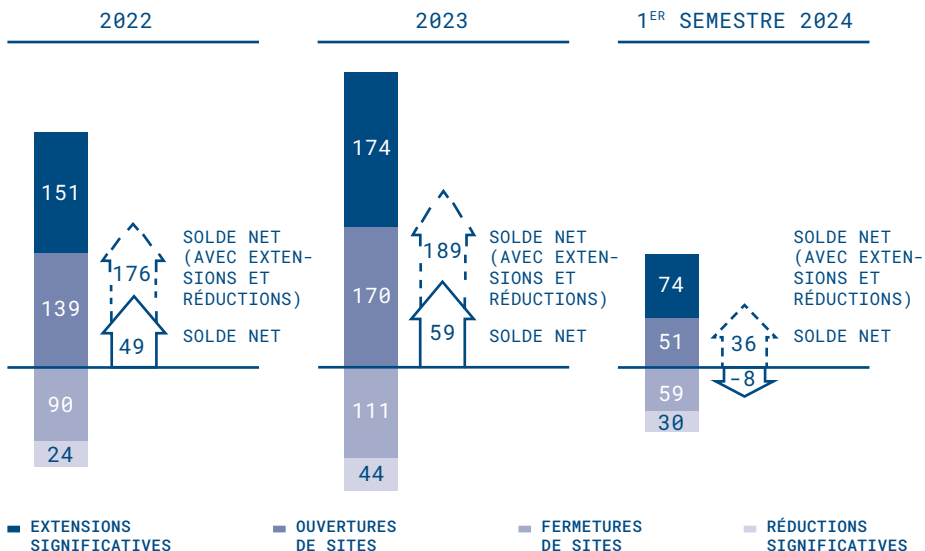
SOURCE : INSEE

La dynamique de l'emploi industriel en France s'est complètement inversée.

Depuis son point bas à la mi-2017, le nombre de travailleurs dans l'industrie manufacturière a progressé de près de 100 000. Cela permet à l'industrie française de retrouver le niveau d'emploi qui prévalait fin 2013. Si la crise Covid a provisoirement stoppé cet élan haussier, l'emploi a fortement rebondi à partir de 2021. L'industrie manufacturière est désormais créatrice nette d'emplois chaque trimestre sans discontinuité depuis le 1er trimestre 2021, malgré

un ralentissement visible en 2024. En prenant le champ plus élargi des métiers industriels tel que défini par la Direction Générale des Entreprises (DGE), c'est-à-dire les métiers qui emportent la réalisation de gestes manuels ou la mobilisation de compétences en lien direct avec l'industrie, le phénomène de réindustrialisation apparaît comme encore plus marqué et plus précoce que les indicateurs d'emploi industriel traditionnels. Cette métrique montre que l'inflexion de la réindustrialisation a débuté dès 2015.

Évolution du nombre d'usines en France



SOURCE : DIRECTION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES (DGE),
BAROMÈTRE INDUSTRIEL DE L'ÉTAT (NOVEMBRE 2024)

Après une baisse continue entre 2000 à 2016 du nombre de sites industriels de plus de 20 salariés, reflet du mouvement de désindustrialisation, des ouvertures nettes d'usines sont désormais enregistrées en tendance depuis 2017. Depuis le point bas de 2016, on dénombre une augmentation de 509 sites industriels actifs en France pour un total de 16 520 unités. De ce point de vue, la dynamique récente est encourageante puisqu'en 2023, c'est 59 ouvertures nettes d'usines qui se sont matérialisées (189 en comptant les extensions significatives de sites existants). Les données du premier semestre 2024 semblent toutefois indiquer une dynamique moins favorable due à la remontée des défaillances et le tarissement des ouvertures

qui avaient été dopées en 2022-2023 suite au rattrapage des ouvertures qui n'avaient pas pu avoir lieu durant la Covid-19 (2020-2021).

+2 500 Start-up à vocation industrielle référencées à fin 2023 en France

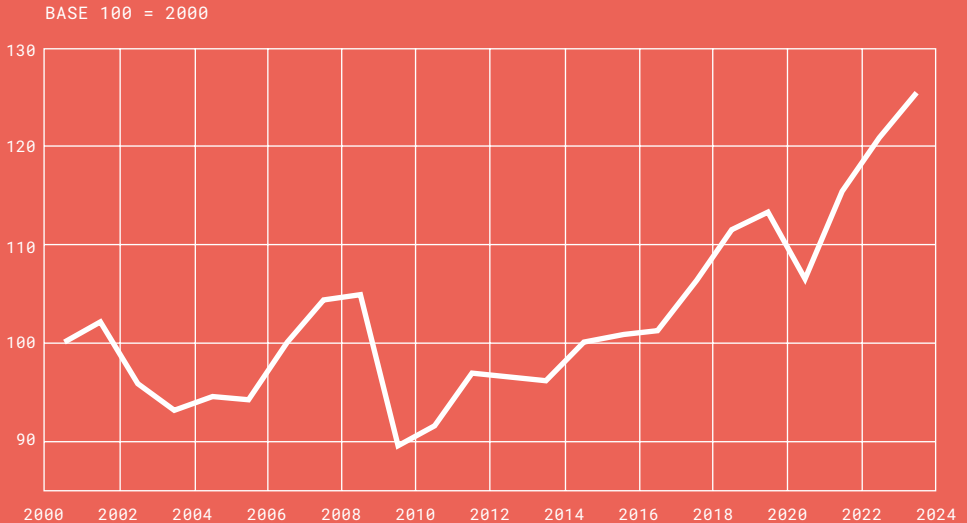
4,18 MDSE de fonds levés en 2023 (+11% versus 2022)

60 sites industriels inaugurés par des start-ups en 2023 (+71% versus 2022)

75% des sites industriels inaugurés par des start-up en 2023 sont des Greentech

SOURCE : BPIFRANCE

L'investissement par l'industrie en France



SOURCES : EUROSTAT, REXECODE

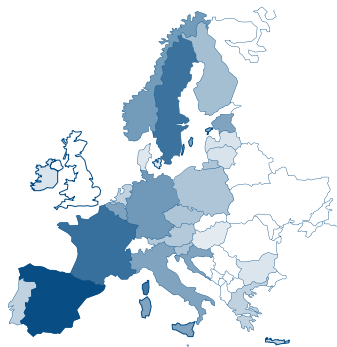
Parmi les autres indicateurs les plus prégnants de la renaissance industrielle française figurent les investissements réalisés par les entreprises du secteur manufacturier. Alors que l'investissement n'a pas progressé en tendance entre 2000 et 2016, une vraie dynamique haussière s'est déclenchée ensuite avec une progression de 23 % en volume entre 2016 et 2023 témoignant d'un véritable effort de modernisation de l'appareil productif industriel de façon à renforcer sa compétitivité. Cette inversion de tendance est concomitante avec le tournant de la politique de l'offre qui a permis d'alléger le coût du travail et de réduire la fiscalité pesant sur l'industrie, notamment les impôts

de production. **Si la multiplicité des chocs depuis la crise Covid n'avait en rien éreinté la trajectoire entamée comme en témoigne la hausse de 10 % de l'investissement entre 2019 et 2023, un tournant moins favorable se dessine en 2024. Dans un contexte macroéconomique qui se durcit, reflet d'une demande qui s'érode, certains industriels rationnent leurs dépenses d'investissement. L'enquête du 4ème trimestre 2024 réalisé par BPI France - Rexecode auprès des PME/TPE révèle que dans le contexte d'incertitude actuel seuls 34 % des dirigeants prévoient de maintenir leurs projets d'investissement, 45 % comptent les reporter et 21 % les annuler.**



LES LEVIERS DE FINANCEMENT

Les projets industriels financés par le fonds européen pour l'innovation



Concentration des projets

SOURCE : COMMISSION EUROPÉENNE,
PORTFOLIO DES PROJETS SIGNÉS
(CUMUL JUSQU'EN OCTOBRE 2024)

L'Union européenne a mis en place plusieurs mécanismes pour soutenir un développement industriel conforme à ses grandes priorités.

- **Les Projets Importants d'Intérêt Européen Commun (PIIEC)** permettent aux États membres de collaborer sur des initiatives industrielles majeures, telles que la production de batteries ou l'hydrogène décarboné.

- **Le Fonds pour l'innovation**, soutient financièrement des projets innovants qui visent à réduire les émissions de gaz à

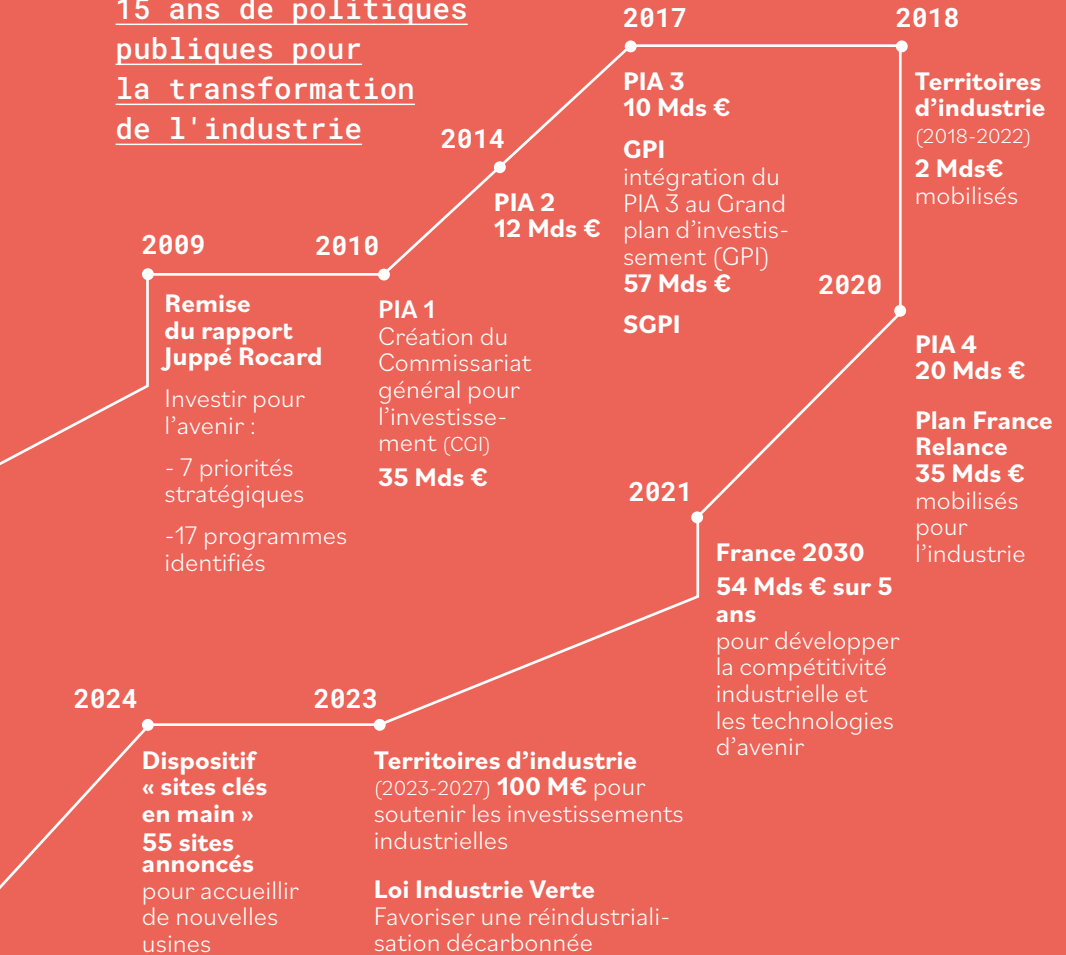
| | UE | FRANCE |
|------------------------------|---|---|
| NOMBRE DE PROJETS | 130 | 15 |
| NOMBRE DE PARTICIPANTS | 295 | 35 |
| CONTRIBUTION UE | 7,5 milliards d'euros | 509 millions d'euros |
| SECTEUR LES PLUS REPRÉSENTÉS | Transport et séquestration du CO ₂ , hydrogène, fer et acier, ciment et chaux... | Ciment et chaux, chimie, hydrogène, recyclage de batteries... |

effet de serre dans des secteurs industriels clés.

- **Le programme Horizon Europe** finance la recherche et l'innovation à grande échelle, encourageant les entreprises et les institutions de recherche à développer de nouvelles technologies et solutions industrielles.

- **Le Net-Zero Industry Act (NZIA)** vise à faciliter le développement et le déploiement de technologies vertes, afin de rendre l'industrie européenne durable, résiliente, et autonome stratégiquement.

15 ans de politiques
publiques pour
la transformation
de l'industrie



Année 2023

les chiffres clés de France 2030

4370 projets accompagnés

54 milliards d'euros dont
21 milliards d'euros engagés

2000 dépôts de brevets

40 000 emplois directs créés ou maintenus

Environ **8,5 millions de tonnes de CO₂** devraient être économisés par an par les projets engagés à date

L'INDUSTRIE

PREND RACINE DANS

LES TERRITOIRES

Le programme national « Territoires d'industrie »

Lancé en 2018 et renouvelé pour un temps II en 2023, le programme national « Territoires d'Industrie » est une stratégie de reconquête industrielle par et pour les territoires.

183

territoires
d'industrie



Les chiffres clés de la deuxième phase du programme « Territoires d'industrie »

(2023-2027)

183 Territoires d'industrie rassemblant

630 intercommunalités dans les **18** régions françaises

Près de 2600 actions identifiées par les Territoires qui peuvent bénéficier d'un appui des opérateurs partenaires

47 des **55 sites** labélisés «clés en main» France 2030 sont situés en Territoires d'industrie

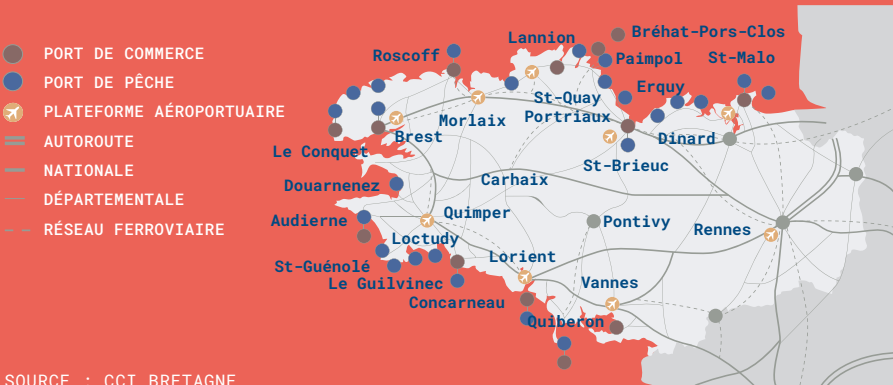
A date, plus de **3,5 millions d'euros** d'ingénierie mobilisées (ingénieries ANCT et Rebond)

119 chefs de projet en poste pour animer les dynamiques industrielles territoriales

Focus région : Bretagne

L'industrie manufacturière représente près de 11 % du PIB régional, soit plus d'un point de plus que la moyenne nationale. L'emploi industriel totalise 200 000 personnes, et le marché du travail est très dynamique avec un des taux de chômage les plus bas de France (sous les 6 % à la mi-2024). Ce territoire s'illustre par son orientation à l'export : 45% des entreprises industrielles bretonnes déclarent une activité à l'international. **L'agroalimentaire est de loin le secteur le plus dense de**

la région puisqu'il recense près de 1 100 entreprises qui génèrent 10 % du chiffre d'affaires national du secteur. Le secteur regroupe 40 % de l'emploi industriel breton. La région recense 10 Territoires d'industrie labellisés pour le temps II, pour lesquels les binômes élus-industriels ont identifié 260 actions à mener. Dans le cadre du dispositif «sites clés en main», 2 sites ont été labellisés.



SOURCE : CCI BRETAGNE

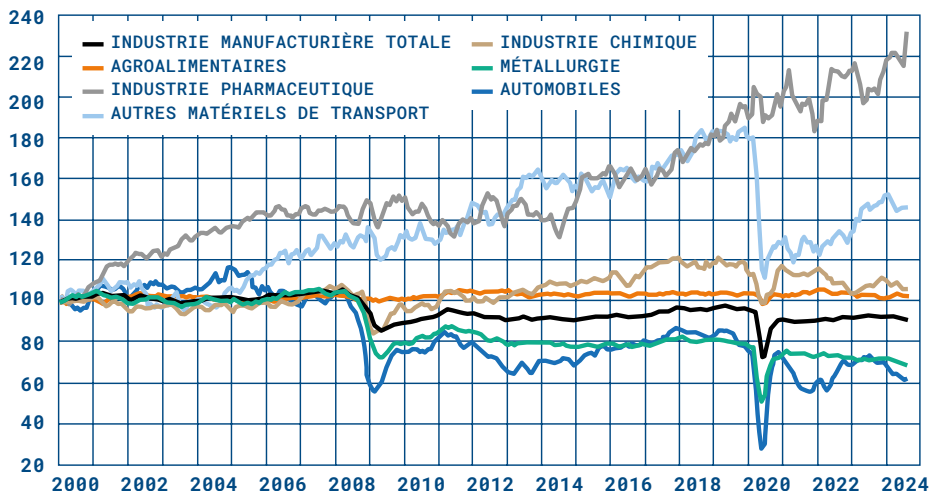


Loïc Hénaff

Président du groupe Jean Hénaff (ETI familiale) et Conseiller régional de Bretagne, délégué aux relocalisations d'activités

« Les IAA, 1^{ère} industrie de France, sont en difficulté. Le marché intérieur est atone et l'importation massive. **En Bretagne, nous avons fait l'expérience de la préférence régionale avec Produit en Bretagne pour faire de notre région la plus locavore de France.** Je milite politiquement pour créer ce même état d'esprit au sein des entreprises. La relocalisation des achats en France, démontrée possible pour 10% des achats, peut avoir des impacts considérables en points de PIB, en emplois et en GES évités... c'est un axe majeur d'une réindustrialisation systémique. »

Évolution de la production industrielle pour les principaux secteurs industriels en France



SOURCE : INSEE

La composition de l'industrie manufacturière française a profondément évolué. Malgré le mouvement de désindustrialisation qui a caractérisé la France sur les dernières décennies, certains secteurs ont connu une forte croissance. C'est notamment le cas de l'aéronautique et de l'industrie pharmaceutique. La réussite industrielle de ces secteurs s'est appuyée sur d'importants investissements, une innovation constante des produits et des procédés de production ainsi qu'une main d'œuvre ayant un haut niveau de savoir-faire. L'addition de ces différents facteurs a permis à ces secteurs de rester à la frontière technologique sur un niveau de gamme très élevé. L'inverse s'est malheureusement produit dans d'autres secteurs

comme l'automobile ou la métallurgie qui ont sensiblement perdu du terrain à mesure que leur compétitivité à l'international s'est érodée. La montée en puissance des pays émergents, et en particulier de la Chine, a rendu difficilement profitable la production de ces secteurs compte tenu de leur structure de coût bien plus compétitive. Dans la production d'automobile et d'acier, la Chine est respectivement passée de 5 % et 15 % de la production mondiale à plus de 30 % et 55 % en 2023. Assez logiquement, les secteurs ayant connu une forte hausse (baisse) de leur production sont les secteurs bénéficiant (pâtissant) d'un excédent (déficit) commercial avec le reste du monde.

FOCUS 2023 : Industrie agroalimentaire (IAA)

4^{ème}

Le secteur agroalimentaire français est le 4^{ème} plus important au niveau mondial après les Etats-Unis, l'Allemagne et les Pays-Bas, mais devant la Chine, l'Italie et la Belgique.

6,5 Mds€

cet excédent commercial généré en 2023 est un précieux soutien à la balance commerciale

Un levier d'emploi et de croissance

1^{er}

L'agroalimentaire constitue le premier secteur industriel français aussi bien en termes de chiffre d'affaires que d'emplois.

17 000

entreprises

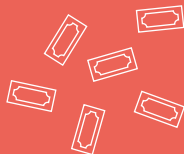
460 000

emplois
(directs
et indirects)

200

milliards

d'euros de chiffre d'affaires réalisé sur le territoire



371 projets

d'investissement étrangers entre 2019 et 2023 dans le secteur agroalimentaire ont été recensés en France. Ils ont permis la création ou le maintien de

6 930 emplois

sur le territoire.

Un emblème du Made in France

70 %

L'agroalimentaire joue un rôle clé dans l'aménagement et la vitalité du territoire puisqu'il **transforme 70 % de la production agricole française**. Ce secteur porte haut les couleurs du Made in France puisque 80 % des produits consommés dans l'hexagone sont fabriqués en France.

LES CONDITIONS D'UNE INDUSTRIE PÉRENNE

05



LES CHIFFRES CLÉS

L'industrie française va devoir faire face à 966 000 départs liés aux fins de carrière d'ici 2030. Les enjeux de recrutement sont donc centraux pour garantir la production de demain.

966 000

15 %

L'industrie propose en moyenne une rémunération supérieure d'environ 15 % aux autres grands secteurs de l'économie marchande.

Le coût de l'heure de travail dans l'industrie française s'élève à 46,3 euros, un niveau bien plus élevé qu'en Italie (31,1 euros) et en Espagne (26,6 euros) et comparable à celui de l'Allemagne (48,7).

46,3 €
de l'heure

2 à 8 milliards
par an

Pour atteindre la neutralité carbone de l'industrie à l'horizon 2050, les investissements supplémentaires nécessaires sont estimés entre **2 et 8 milliards d'euros par an**.

L'industrie explique à elle seule 71 % de la baisse des émissions de gaz à effet de serre de la France depuis 1990. L'industrie manufacturière y a contribué pour 52 %, et les industries de l'énergie (production d'électricité et de chaleur principalement) pour 20 %.

71 %



LES CONDITIONS D'UNE RÉINDUSTRIALISATION PÉRENNE

La réindustrialisation deviendra plus pérenne si elle s'accompagne d'une évolution des conditions économiques qui encourage l'innovation, l'investissement et renforce la compétitivité.

Soutenir l'émergence et le développement de projets industriels en France constitue une étape essentielle pour enclencher et entretenir le mouvement de réindustrialisation. Pour que ces projets puissent ensuite prospérer et contribuer durablement à l'économie nationale, il est nécessaire de créer un environnement qui soit favorable à leur développement.

Cette troisième partie explore les indicateurs connexes à la réindustrialisation, qui déterminent sa pérennité. Elle permet en même temps d'identifier des potentiels freins au mouvement de réindustrialisation qui sont autant de défis à surmonter.

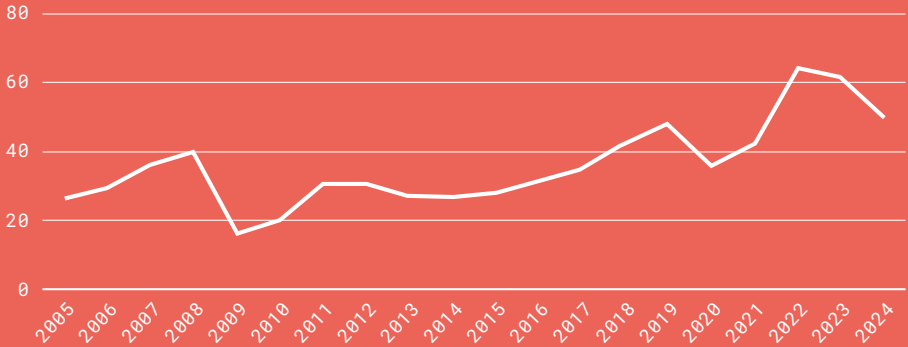
Ces défis renvoient à :

- la disponibilité des ressources humaines ;

- au coût du travail, aux prélèvements obligatoires, au prix de l'énergie, autant de facteurs de compétitivité coût notamment en comparaison avec nos concurrents européens ;
- à la disponibilité du foncier et l'ensemble de la réglementation de l'activité ;
- à l'excellence environnementale, notamment la capacité des entreprises à s'inscrire dans des processus de production bas-carbone.

Ce dernier point est un argument majeur dans le cas de la France, qui propose une électricité très majoritairement décarbonée et un potentiel de développement des autres énergies décarbonées important (bioénergies, hydrogène...), pour en faire la terre d'accueil par excellence du développement industriel.

Les difficultés de recrutement dans l'industrie manufacturière



1 / 2

ENTREPRISE

fait face à des difficultés
d'embauche

Alors que les difficultés de recrutement sont déjà majeures dans l'industrie, elles sont amenées à amplifier sachant que le secteur va connaître 966 000 départs à la retraite d'ici 2030 d'après le rapport de l'Inspection Générale des Finances (IGF) sur les effectifs et compétences dans l'industrie publié en novembre 2023, soit plus 1/3 de ses effectifs actuels.

SOURCE : INSEE

Quelles sont les causes des difficultés de recrutement ?

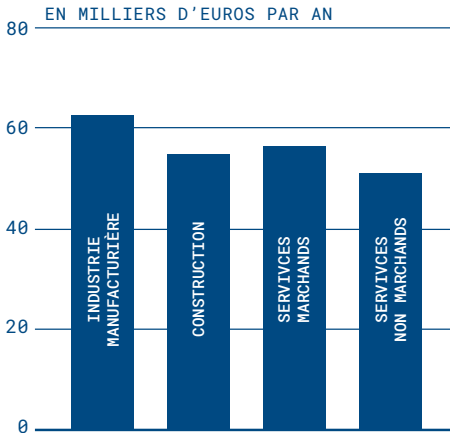
Parmi les réponses les plus fréquentes des chefs d'entreprises, le manque de candidats qualifiés revient abondamment. C'est également la concurrence entre les entreprises, le processus de recrutement jugé chronophage ou des conditions de travail peu attractives.

Toutefois les travaux menés par France Stratégie montrent que les raisons de ces difficultés semblent davantage relever de facteurs propres à chaque entreprise, qui ne sont pas directement mesurables (indépendamment de la taille, du secteur, de la localisation ou des qualifications recherchées).



LA RÉMUNÉRATION COMME ATOUT

Comparaison du salaire moyen par tête dans l'industrie et dans les autres secteurs



LE SALAIRE MOYEN PAR TÊTE DANS L'INDUSTRIE EST SUPÉRIEUR DE :

14 % à celui dans la construction

11 % à celui dans les services marchands

22 % à celui dans les services non marchands

SOURCE : INSEE

C'est un fait souvent méconnu : travailler dans l'industrie, c'est en moyenne mieux gagner sa vie que le reste du secteur privé.

L'industrie propose une rémunération supérieure d'environ 15 % aux autres grands secteurs de l'économie marchande. De plus, les dispositifs du type « participation » et « intéressement » y sont plus souvent répandus permettant aux salariés de profiter de la performance de l'entreprise.

L'industrie est enfin un terreau fertile de l'ascension sociale. En offrant des parcours de formation continue et de la mobilité intra et intersectorielle, elle offre des perspectives de carrière à tous les acteurs de l'industrie.

La pénibilité au travail demeure toutefois un frein important, comme le mesure le Cepremap dans l'édition 2023 de son rapport « Le bien-être en France ».

Dans un contexte de pénurie de compétences et de transition numérique et environnementale de l'industrie, la formation et l'enseignement des savoir-faire sont essentiels pour développer et pérenniser l'activité industrielle en France.



UNE FORMATION DES JEUNES À ENCOURAGER

À la rentrée 2023, 1,3 million d'élèves et étudiants sont inscrits en formation initiale en lien avec les métiers industriels (spécialité production ou scientifique) tous niveaux selon l'IGF.



UN DISPOSITIF D'ALTERNANCE FAVO- RABLE À L'INDUSTRIE

Entre 2020 et 2023, le nombre d'apprentis a bondi de 35%, passant de 107 742 à 145 512 dans les 29 branches que compte l'industrie selon Opco 2i.



UNE BONNE INSERTION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

7 jeunes sur 10 ayant suivi une formation en alternance dans l'industrie trouvent un emploi au bout de 6 mois en 2023 d'après les estimations sur la base des données de la DARES et du Ministère du travail et de l'Emploi



Bénédicte Fauvarque-Cosson

Administratrice générale
du Conservatoire National des
Arts et Métiers (CNAM)

« **J'en suis convaincue, c'est par la coopération de tous les acteurs locaux que nous pourrons mener à bien les projets essentiels à la réindustrialisation, que nous réengagerons la France dans une dynamique de compétitivité et de réussite dont nous serons fiers.** Plus encore qu'un projet de développement économique, c'est un projet collectif qui passe par des formations adaptées aux métiers de l'industrie et dispensées tout au long de la vie. »

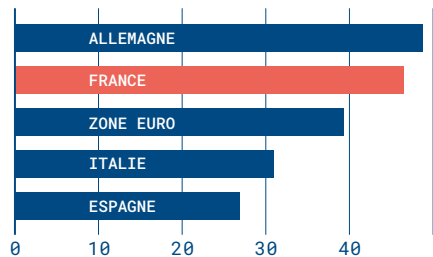


LA COMPÉTITIVITÉ DE L'INDUSTRIE : UNE PRIORITÉ

L'industrie fait partie des secteurs les plus exposés à la concurrence internationale. La viabilité d'un tissu industriel n'est assurée que si le rapport qualité (niveau de gamme) / prix (coûts de production) est compétitif.

Coût du travail horaire dans l'industrie en 2024

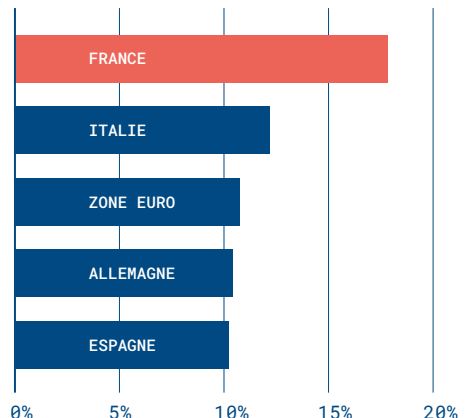
Pour conserver et attirer de l'industrie en France, il est important d'être compétitif sur les prix. Or, le coût de l'heure de travail dans l'industrie française apparaît comme élevé en étant comparable à celui de l'Allemagne mais supérieur de près de 50 % à celui de l'Italie et de plus de 70 % à celui de l'Espagne.



SOURCE : EUROSTAT

Fiscalité* pesant sur l'industrie en 2023

Depuis le tournant de l'offre en 2016, la France a fait des efforts pour ramener sa fiscalité dans la moyenne européenne. La somme des mesures nouvelles depuis 2017 représente 5,7 milliards d'euros de baisse de prélèvements nets pour l'industrie. Dans ce contexte de réindustrialisation amorcée, il serait contreproductif de faire porter sur l'industrie le poids de la nécessaire consolidation des comptes publics, celle-ci étant par ailleurs soumise à des charges obligatoires de plus en plus lourdes, en lien notamment avec la transition écologique.



SOURCES : EUROSTAT ; CALCULS REXECODE

*Cotisations employeurs et impôts de production nets des subventions d'exploitation acquittées par l'industrie en % de sa valeur ajoutée brute.

INDUSTRIE FRANÇAISE : UN BON NIVEAU DE GAMME

Classement des pays par niveau de gamme (compétitivité hors coût) des produits industriels

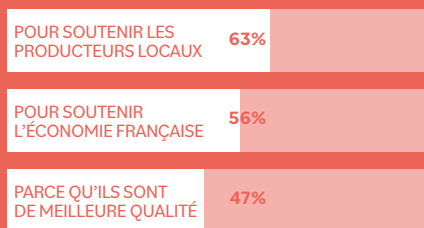


SOURCES : ENQUÊTE «COMPÉTITIVITÉ»
REXECODE 2022

Si la France présente des coûts de production élevés dans l'industrie qui pénalise sa compétitivité-prix, elle peut toutefois compter sur un niveau de gamme élevé de ces produits industriels (compétitivité hors prix).

Au global les importateurs de produits français jugent le rapport qualité-prix des produits français dans la moyenne comme en témoigne l'enquête «compétitivité» 2022 menée par Rexecode.

Les principales motivations à la consommation du Made in France



Les 3 types de produits Made in France les plus achetés :



SOURCE : ENQUÊTE CCI, OPINIONWAY « LES FRANÇAIS ET LE MADE IN FRANCE 2023 »

Les Français sont de plus en plus nombreux à vouloir consommer davantage de produits fabriqués en France et ce malgré l'impact de l'inflation.

Les motivations sont multiples : soutien des producteurs locaux, qualité des produits, réparabilité.



LE DÉFI DU FONCIER

Si la réindustrialisation est un objectif central, ce renouveau industriel doit s'inscrire dans une démarche vertueuse de préservation de l'environnement. L'industrie occupe déjà 4,5 % des surfaces artificialisées, soit 227 561 hectares.

Pour ce faire, les nouvelles installations industrielles devront limiter l'artificialisation de nouveaux sols en privilégiant la densification de sites existants ou la réhabilitation de friches. Le défi est d'ampleur puisque certains projets nécessaires comme l'ouverture de gigafactories sont fortement consommateurs d'espace.

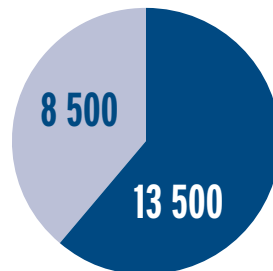
Le rapport Mouchel-Blaisot de mobilisation pour le foncier industriel* estime à **22 000 hectares** le besoin en foncier

pour le développement de l'industrie dans un scénario d'augmentation de deux points de la part de l'industrie dans le PIB d'ici 2030.

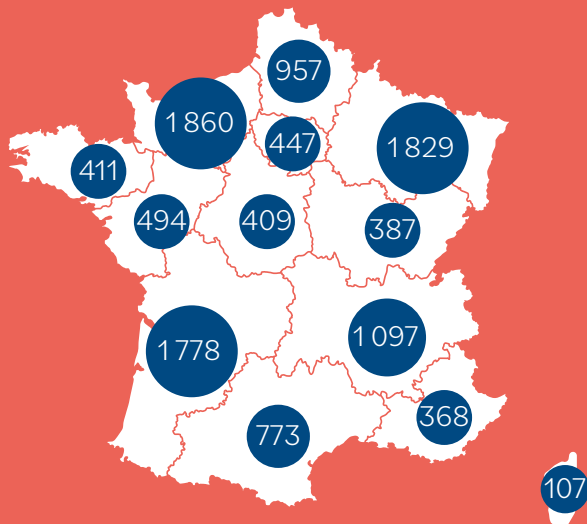
La loi ZAN (zéro artificialisation nette), qui découle de la loi «Climat et résilience» du 22 août 2021, vise à faire tomber à zéro d'ici 2050, le taux d'artificialisation nette des sols (équilibre entre les surfaces de sols artificialisés et les surfaces réhabilitées).

Répartition des 22 000 hectares de foncier nécessaires dans un objectif d'augmentation de 2 points de la part de l'industrie dans le PIB d'ici 2030

- HECTARES QUI PROVIENDRONT DE DENSIFICATION DES SITES INDUSTRIELS EXISTANTS ET DE LA RÉHABILITATION DES FRICHES
- HECTARES QUI PROVIENDRONT D'AUTRES SOURCES



Potentiel de friches mobilisables pour l'industrie sur le territoire français



192
friches
reconverties

4 809
friches
avec projet

5 918
friches
représentant
un potentiel
pour l'accueil
de projets
industriels

12 898
friches
potentielles
sans
vérification
effectuée sur
le terrain

SOURCE : CEREMA, CLIMATS ET TERRITOIRES DE DEMAIN, 2022

3 chiffres clés sur le temps II Territoires d'Industrie relatifs au foncier :

183
TERRITOIRES

labellisés
Territoires d'Industrie

55 SITES
CLÉS EN MAIN

en cours
de préparation
représentant 3342
hectares

450 M€
D'ENVELOPPE

de la Banque des
Territoires dédiée au
financement (prêt
et investissement)
pour accompagner la
préparation des sites
clés en main France
2030

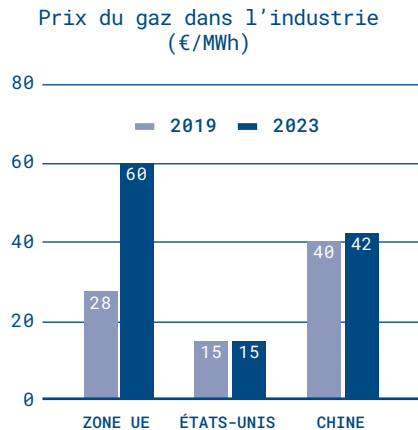
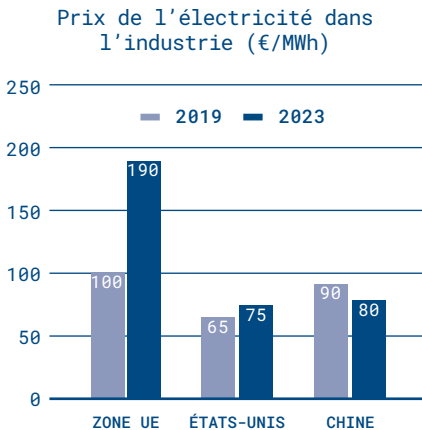
SOURCE : ANCT



LA PRESSION

DES PRIX DE L'ÉNERGIE

Comparaison internationale des prix de l'énergie pour les clients industriels



SOURCE : RAPPORT DRAGHI 2024

Les prix du gaz et de l'électricité payés par les industriels sont deux à trois fois plus élevés en Europe qu'en Chine et aux États-Unis, ce qui constitue un défi majeur pour la compétitivité industrielle européenne. Le choc énergétique suite à la rupture d'approvisionnement de gaz russe après l'invasion de l'Ukraine a massivement et structurellement renchéri le coût de l'énergie en Europe.

Au sein de l'Union européenne, la France est jusqu'à présent un peu mieux lotie

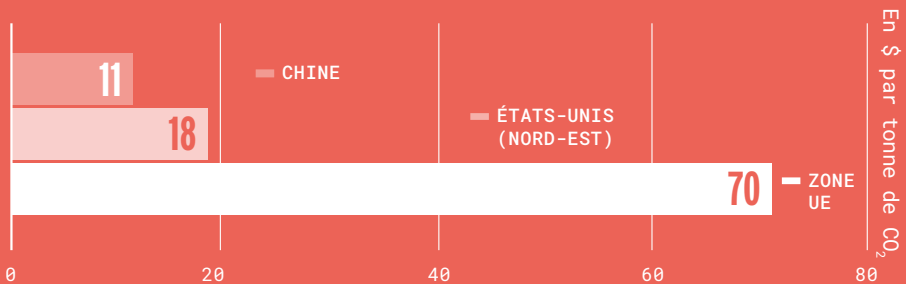
que ses voisins et propose des prix de l'électricité inférieurs à la moyenne européenne. Cette situation s'explique par la part significative de l'énergie nucléaire dans son mix énergétique, et les dispositifs de régulation qui jusqu'à présent ont permis de garantir aux industriels énérgo-intensifs des tarifs relativement bas et stables. Cependant, la volatilité récente des marchés de l'énergie et les réformes européennes menacent cet avantage compétitif, posant un défi pour la réindustrialisation du pays.

UN PRIX DU CARBONE ÉLEVÉ EN EUROPE

Qu'est-ce que le « prix du carbone » ?

Le prix du carbone encourage les réductions des émissions des acteurs émetteurs, dont l'industrie, et peut prendre différentes formes. Il peut être créé par des « taxes carbone » ou par des systèmes d'échange de permis d'émissions. En Europe, en Chine et dans quelques Etats des Etats-Unis, les émissions sont principalement tarifées par des systèmes de permis, disponibles en quantité limitée, sous un plafond d'émissions autorisées qui diminue dans le temps.

Prix d'un permis d'émissions d'une tonne de CO₂ dans les principaux systèmes du monde en 2024



SOURCE : ICAPE

Le prix des permis en Europe (EU ETS) a fortement augmenté depuis 2018, passant de moins de 10 \$ à près de 100 \$ en 2023, en raison d'une diminution de plus en plus contraignante du nombre de permis. Il est aujourd'hui d'environ 70\$/tCO₂. Aux Etats-Unis, où il n'y a pas de système fédéral équi-

valent, quelques systèmes régionaux s'appliquent. On y observe des prix plus stables mais bien inférieurs au prix européen. En Chine, un système national existe, couplé à des initiatives régionales plus anciennes. Les prix y demeurent très bas.



UNE INDUSTRIE DÉCARBONÉE ET EFFICACE

Les trois quarts de la baisse des émissions territoriales de gaz à effet de serre depuis 1990 proviennent de l'industrie au sens large, et la moitié de l'industrie manufacturière.

RAISONS MAJEURES

1. Les secteurs industriels ont réalisé de forts gains d'efficacité énergétique :

la consommation finale d'énergie de l'industrie a baissé de 17% depuis 1990 alors que la valeur ajoutée en volume a augmenté de 52%.

2. Le mix énergétique de l'industrie se décarbone et s'électrifie. Les consom-

mations de charbon de l'industrie ont diminué depuis 1990 de 81%, celles de pétrole de 64%.

EXPLICATION MINEURE

1. La désindustrialisation n'explique finalement que de l'ordre de 10% de la baisse des émissions de la France depuis 1973.

Les contrats de transition écologique des 50 sites industriels les plus émetteurs de gaz à effet de serre

L'objectif est de diviser par deux les émissions de l'industrie française en dix ans et atteindre la neutralité carbone à horizon 2050.

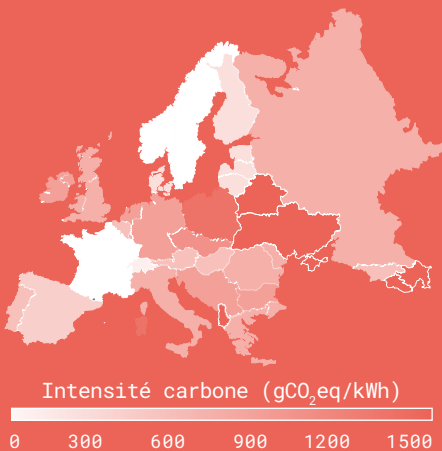
Les principaux sites industriels émetteurs, qui couvrent 55% des émissions de l'industrie, ont identifié des projets de décarbonation et proposé aux services de l'Etat des scénarii de décarbonation aboutissant à la signature d'un contrat de transition.

En 2023, trente-deux contrats de transition pour cinquante sites ont été signés, totalisant un engagement de baisse d'émissions de 45% d'ici 2030.

Les investissements associés sont estimés entre 50 et 70 milliards d'euros.

LA FRANCE COMME TERRE D'ACCUEIL DE L'INDUSTRIE VERTE

L'intensité carbone de l'électricité en Europe



SOURCE : ELECTRICITY MAPS

La France présente une intensité carbone moyenne de l'électricité très faible, et un potentiel complémentaire de développement des énergies décarbonées électriques et non électriques (biomasse, bioénergies...) ainsi que d'hydrogène décarboné. Du point de vue climatique, elle est donc une terre

d'accueil très favorable au développement industriel, en termes relatifs. À l'heure où les entreprises s'engagent sur des trajectoires de décarbonation, que ce soit pour leurs propres émissions directes (scope 1), mais aussi pour les émissions indirectes liées à leur consommation énergétique (électricité, chaleur et froid, scope 2) et aux émissions indirectes qui résultent des activités de l'organisation, en dehors de son contrôle direct (produits et services achetés, transport et logistique, etc... ; scope 3), la France dispose de ce point de vue d'un atout significatif par rapport à la majorité des autres pays.

Produire en France avec de l'énergie décarbonée n'augmente pas ou peu les émissions françaises, mais surtout diminue les émissions mondiales par rapport à un même développement industriel dans des pays au mix énergétique beaucoup plus carboné, comme l'Allemagne, la Pologne ou la Chine.



REGARD DES FRANÇAIS SUR L'INDUSTRIE

Le regard du grand public sur l'industrie en France est le fruit d'une relation complexe entre tradition et transformation. Il renvoie surtout à l'imaginaire collectif de l'industrie. Trop longtemps affiliée au portrait dépeint par Zola, l'industrie d'aujourd'hui est bien davantage une terre de promesse. L'industrie est une composante essentielle de notre avenir commun, indissociable des structures sociales et démocratiques. Pour faire face à l'urgence climatique et aux défis environnementaux, nous avons besoin d'une industrie dense, puissante, innovante, porteuse de solutions et faiblement émettrice de carbone. Tout l'enjeu est de parvenir à recréer un imaginaire porteur

de l'industrie pour qu'elle vive et se développe en France.

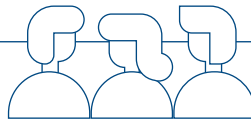
Le renouveau industriel devra s'appuyer sur la myriade de petites entreprises qui maillent le territoire. **Ces TPE, dont 87 % des français ont une bonne image (sondage Elabe juin 2024), sont au cœur de l'innovation, des nouveaux process industriels, des pratiques néoartisanales et des techniques numériques.** Il est indispensable de dynamiser le tissu local de manière à soutenir le développement des TPE. C'est cette capacité à croître qui rend possible le passage de petits ateliers à de véritables industries.



78 % DES FRANÇAIS

pensent qu'une industrie verte (bas carbone) est possible en France.

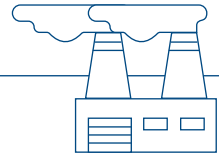
SOURCE : CCI, ETUDE
« LA PERCEPTION DE L'INDUSTRIE
EN FRANCE » RÉALISÉE EN AVRIL
ET MAI 2024



2 M DE VISITEURS

accueillis lors de la semaine de l'industrie dans plus de 5 500 événements en entreprises et autres établissements.

SOURCE : DIRECTION GÉNÉRALE
DES ENTREPRISES, 2023



82 % DES FRANÇAIS

sont favorables à la réindustrialisation.

SOURCE : BPI FRANCE, ENQUÊTE
« COMMENT GAGNER
LA BATAILLE DE LA
RÉINDUSTRIALISATION ? » MAI 2024



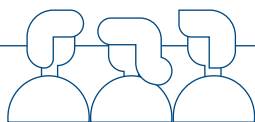
Le saviez-vous ?

Réindustrialiser la France c'est agir en faveur du climat. Produire en France émet nettement moins de CO₂ qu'une production similaire dans les autres grandes puissances industrielles. Produire 1000 dollars de PIB en France entraîne des émissions de 166 kg d'équivalent CO₂. C'est 230 kg en Allemagne et en Italie, 300 kg aux Etats-Unis, et 576 kg en Chine. La France présente en particulier une très faible intensité carbone moyenne de son électricité et un fort potentiel de développement des énergies décarbonées (biomasse, bioénergies, etc.), et d'hydrogène décarboné.

3 FOIS MOINS ÉMETTEUR

À l'heure où l'industrie automobile française et européenne est vivement menacée par la Chine et ses véhicules électriques, il est important de rappeler que la production d'une voiture électrique en France est trois fois moins émettrice de CO₂ qu'en Chine. Compte tenu du mix

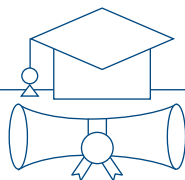
énergétique très peu intense en carbone de l'hexagone, **la France devrait être une terre d'accueil naturelle pour la fabrication de tous les biens et équipements industriels nécessaires à la transition énergétique.**



100 000 VISITEURS

au salon
du Made in France
en 2023.

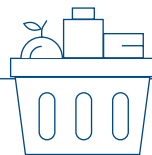
SOURCE : MIF EXPO, 2023



125 000 JEUNES

par an sont diplômés
d'une formation
à un métier industriel.

SOURCE : CEREQ, 2023



89 % DES FRANÇAIS

souhaitent
davantage de
« fabriqué en France »

SOURCES : CCI, OPINIONWAY,
SONDAGE NOVEMBRE 2023

POUR QUE VIVE

L'INDUSTRIE !

L'industrie est une histoire de temps long : celui où évoluent nos représentations collectives, où l'on s'approprie pleinement les bouleversements des conditions de travail et où se développent des compétences toujours plus spécialisées, au service d'une production industrielle de plus en plus complexe. Cette nouvelle édition du baromètre « L'industrie en mouvement » montre une renaissance de l'industrie française qu'il conviendra d'inscrire dans ce temps long.

Le baromètre confirme une dynamique positive de la création des emplois industriels (+ 100 000 en 5 ans) et de nouvelles usines. Il montre également un niveau plus élevé des salaires dans l'industrie que dans l'ensemble de l'économie ou encore une augmentation des investissements dans un secteur confronté à une double transition climatique et numérique.

Lors des dernières décennies, la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'industrie n'a été que

marginale. Elle a surtout tenu aux déploiements de plans d'efficacité énergétique via des investissements importants dans la décarbonation des grands sites industriels, souvent avec le soutien de l'État, des investissements qui ont encore accéléré récemment.

La pandémie puis la guerre en Ukraine, avec leur cortège de difficultés d'accès aux produits industriels et aux matières premières qui en ont découlé, ont aussi contribué à changer l'image de l'industrie. Elle est le pilier pour garantir la souveraineté dans un contexte où les tensions géopolitiques s'exacerbent et alors que l'accès aux approvisionnements clés devient critique.

Beaucoup de chemin a été parcouru pour restaurer la place centrale de l'industrie dans la maîtrise du destin économique de notre pays. La renaissance industrielle est une affaire collective et le redressement que nous connaissons est également le fait d'un engagement public et politique main-



tenu en faveur de l'industrie (dispositifs fiscaux et sociaux comme le CICE et le Pacte de Responsabilité, programme des investissements d'avenir, création de structures publiques de financement en fonds propres visant à faciliter la prise de risques, implication des acteurs locaux, France 2030, etc.).

Si nous avons des raisons de nous réjouir, nous avons encore collectivement du chemin à parcourir : un déficit commercial qui reste préoccupant, un tassement de la demande en France et en Europe qui va complexifier la poursuite des investissements dans la décarbonation et l'innovation, des difficultés de recrutement qui perdurent et des emplois vacants qui demeurent légion.

Des axes de progrès pour soutenir la dynamique de renaissance industrielle existent et nous pouvons travailler dessus pour confirmer notre volonté collective d'en faire une activité centrale de notre modèle de société. Depuis plusieurs années, la France confirme être un pays attractif pour les investisseurs étrangers avec de nombreux projets d'investissements dans l'industrie. Bien entendu, il existe toujours des axes d'amélioration pour renforcer notre attractivité, mais la dynamique est là. L'investissement dans l'innovation et la R&D reste encore éloigné des objectifs européens et des pays les plus performants. La coopération entre les acteurs industriels ou à l'échelle européenne

demeurent insuffisante alors qu'elle est un élément clé de la résilience des écosystèmes. La réduction de l'empreinte environnementale de l'industrie, tout comme l'émergence de filières bas carbone, repose sur la volonté de chaque partie prenante de jouer le jeu de l'industrie française et européenne.

Sans engagement fort et durable au niveau national et européen, le risque est qu'un coup d'arrêt soit donné à la renaissance industrielle en France. L'appel lancé par Mario Draghi pour que l'Europe reprenne en main son destin nous rappelle que l'industrie ne peut pas être la variable d'ajustement et qu'elle est au contraire un mur porteur du rayonnement et de la souveraineté économique. Plus que jamais, l'industrie européenne et donc française est confrontée à l'agressivité des deux grands blocs industriels mondiaux que sont les Etats-Unis et la Chine. La concurrence est aussi extrêmement vivace au sein de l'Europe, ce qui appelle à cultiver un environnement économique, réglementaire et culturel le plus favorable au renforcement de la compétitivité française.



Pour aller plus loin :
rapport Mario Draghi



PROGRAMME TERRITOIRES D'INDUSTRIE



Agence nationale de la cohésion des territoires

Une stratégie de reconquête industrielle par les territoires — présentation des objectifs, cibles, et moyens d'action du programme.



Banque des Territoires

Opérateur historique du développement économique aux côtés des acteurs locaux, la Banque des Territoires soutient la reconquête industrielle avec le programme Territoires d'industrie lancé en 2018.

Sa mission : accompagner l'attractivité industrielle en finançant l'aménagement, les infrastructures et la formation, afin que les industriels puissent se concentrer davantage sur leur cœur de métier, c'est-à-dire la production.

BPIFRANCE



Bpifrance

Bpifrance soutient massivement l'industrie, que ce soit sur les enjeux d'innovation, de décarbonation, de modernisation et d'accroissement des capacités ainsi que de soutien à l'export.

LA FRENCH FAB



La French Fab

Communauté qui incarne les entreprises, acteurs économiques, institutions et sites industriels situés en France qui se reconnaissent dans la volonté de développer l'industrie française.

RENAISSANCE INDUSTRIELLE



Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale

Un collectif d'industriels et d'acteurs publics territoriaux en faveur d'une renaissance industrielle. Rencontres, réflexions, visites-immersion et publications sont proposées pour nourrir les débats.



Le Baromètre *L'Industrie en mouvement* est né de la collaboration entre cinq acteurs de la renaissance industrielle française :

Banque des Territoires

La Banque des Territoires est l'un des métiers de la Caisse des Dépôts. Elle réunit les expertises internes à destination des territoires. Porte d'entrée unique pour ses clients, elle oeuvre aux côtés de tous les acteurs territoriaux : collectivités locales, entreprises publiques locales, organismes de logement social, professions juridiques, entreprises et acteurs financiers. Elle les accompagne dans la réalisation de leurs projets d'intérêt général en proposant un continuum de solutions : conseils, prêts, investissements en fonds propres, consignations et services bancaires. En s'adressant à tous les territoires, depuis les zones rurales jusqu'aux métropoles, la Banque des Territoires a pour ambition de maximiser son impact notamment sur les volets de la transformation écologique et de la cohésion sociale et territoriale. Les 37 implantations locales de la Banque des Territoires assurent le déploiement de son action sur l'ensemble des territoires métropolitains et ultra-marins. banquedesterritoires.fr

Bpifrance

Bpifrance finance les entreprises — à chaque étape de leur développement — en crédit, en garantie et en fonds propres. Bpifrance les accompagne dans leurs projets d'innovation et à l'international. Bpifrance assure aussi leur activité export à travers une large gamme de produits. Conseil, université, mise en réseau et programme d'accélération à destination des start-up, des PME et des ETI font également partie de l'offre proposée aux entrepreneurs. Grâce à Bpifrance et ses 50 implantations régionales, les entrepreneurs bénéficient d'un interlocuteur proche, unique et efficace pour les accompagner à faire face à leurs défis. bpifrance.fr

Territoires d'industrie

Co-porté par l'Agence nationale de la cohésion des territoires et la Direction générale des entreprises, en partenariat avec Régions de France, Intercommunalités de France et France industrie, le programme Territoires d'industrie est le volet territorial de la réindustrialisation. Ce programme de reconquête industrielle par les territoires mobilise une offre de services de l'État et des opérateurs engagés. agence-cohesion-territoires.gouv.fr

Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale

La Société d'Encouragement a été le berceau de la naissance de l'industrie au début du XIXe siècle. Créée en 1801 à l'initiative d'acteurs de la société civile de l'époque, elle a contribué au développement de nombre d'industries, ce qui lui a valu d'être la première association reconnue d'utilité publique en 1824. 220 ans après, la Société d'Encouragement, association indépendante, continue d'accompagner les réflexions, les innovations et les entrepreneurs dans les transformations de l'industrie française. industrienationale.fr — renaissanceindustrielle.fr

Business France

Business France est l'entreprise publique de conseil au service de l'internationalisation de l'économie française. Elle est chargée du développement international des entreprises et de leurs exportations, ainsi que de la prospection et de l'accueil des investissements étrangers en France. Elle promeut l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires. Elle gère et développe le Volontariat International en Entreprise (VIE). Business France dispose de plus de 1 400 collaborateurs situés en France et dans 53 pays. businessfrance.fr





MÉTHODOLOGIE

ET DÉFINITIONS

Les données utilisées dans ce baromètre sont les données les plus récentes disponibles, pour le pas de temps considéré et en fonction des sources utilisées, au moment de la rédaction au troisième et quatrième trimestre 2024. Pour les données annuelles pour lesquelles l'année 2023 n'est pas encore disponible, une estimation a été réalisée sur la base d'indicateurs connexes ou de proxys, assurant la fiabilité de cette dernière. Les données ont été collectées, traitées et/ou consolidées, puis analysées par Rexecode.

Dans ce document, la définition retenue pour l'industrie est celle de l'industrie manufacturière au sens de la nomenclature d'activités française (NAF rév.2, section C) utilisée par l'INSEE, qui regroupe les activités de transformation physique ou chimique de matériaux, substances ou composants en nouveaux produits. Cette définition de l'industrie n'inclut pas, sauf mention contraire, les industries extractives (section B), la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (section D), la production et distribution d'eau, l'assainissement, la gestion des déchets et la dépollution (section E), ni la construction (section F).



Glossaire des concepts clés

Valeur ajoutée : La valeur ajoutée d'une activité se calcule en retirant la valeur des consommations intermédiaires au chiffre d'affaires. Elle correspond à la richesse produite lors du processus de production, le supplément de valeur donné par l'entreprise par son activité aux biens et aux services utilisés en provenance de tiers. Pour un pays dans son ensemble, la somme des valeurs ajoutées est peu ou prou égale au produit intérieur brut (PIB).

Balance commerciale : La balance commerciale est le compte qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés, à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial.



© Pierre Cathala - Lauréat Prix de la photographie industrielle "Un Autre Regard sur l'Industrie" »

La reconstruction de notre industrie
est indispensable à notre prospérité



REMERCIEMENTS

Anaïs Voy-Gillis, Anthony Morlet-Lavidalie, Aurélie Aïchour, Aurore Colnel, Bénédicte Fauvarque-Cosson, Camille Etévé, Caroline Granier, Denis Ferrand, Didier Celisse, Emilia Capitaine, Evelyne Sevin, Jean-Baptiste Gueusquin, Julie Szaniawski, Laura Sartre, Loïc Hénaff, Louise Cassagnes, Lucas Gravit, Marie-Cécile Tardieu, Matéo Szmidt, Mélanie Abdelmoumen, Nicolas Dufourcq, Olivier Mousson, Olivier Sichel, Paul Cusson, Paul-François Fournier, Raphaël Didier, Raphaël Trotignon, Stanislas Bourron, Stéphanie Deschamps, Sylvie Guinard, Tatiana Lluent, Thomas Cazor.

Plongez au cœur de l'évolution de l'industrie contemporaine avec notre baromètre de la Renaissance Industrielle.

De la désindustrialisation à la nécessaire modernisation, nous dévoilons les contours mouvants de ce pilier fondamental de l'économie française.

Au-delà des chiffres, nous explorons la métamorphose de l'industrie dans le tissu social. Comment redéfinit-elle nos modes de travail, d'innovation et notre relation à la société ?

Une analyse pointue qui s'adresse aux esprits éclairés et aux acteurs clés désireux de saisir les défis et les opportunités qui dessinent notre paysage industriel, aujourd'hui et demain.

Société
d'Encouragement
pour l'industrie
nationale FONDÉE EN 1901

